



**DECISION N°083/16/ARMP/CRD DU 21 MARS 2016  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE L'ATTRIBUTION  
PROVISOIRE DU MARCHÉ RELATIF AU NETTOIEMENT ET A L'ENTRETIEN DES  
LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE LAT-DIOR ET DE LA CHANCELLERIE DU  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

Vu la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21;

Vu le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

Vu le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

Vu le recours du Groupe MATFIS par courrier du 17 mars 2016;

Vu la quittance de consignation du 17 mars 2016 ;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par courrier reçu le 18 mars 2016 au secrétariat du CRD sous le numéro 085/CRD, le TFISLTD a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire du marché relatif au nettoyage et à l'entretien du Palais de Justice Lat-Dior et

de la Chancellerie du Ministère de la Justice lancé par la Direction de l'Administration générale et de l'Equipement (DAGE) du Ministère de la Justice.

### **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public doit préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de cinq (5) jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrables imparti à cette dernière pour répondre ;

Considérant, en outre, que l'autorité contractante est tenue de répondre à la réclamation du candidat dans un délai de trois (03) jours ouvrables, au de-là duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, qu'après avoir été informé de l'avis d'attribution provisoire du marché par lettre en date du 14 mars 2016, le Groupe MATFIS a saisi, le même jour, l'autorité contractante d'un recours gracieux pour connaître les motifs du rejet de son offre pour le marché susvisé ;

Que n'ayant pas reçu de réponse, le Groupe MATFIS a porté sa réclamation au CRD, par courrier du 17 mars 2016, reçu le lendemain à l'ARMP ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais et formes prescrits par les articles 89 et 90 du Code des Marchés publics et que le requérant a satisfait à l'obligation de consignation, il doit être déclaré recevable.

### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Déclare recevable le recours du le Groupe MATFIS ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché sus nommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier au Groupe MATFIS, à la Direction de l'Administration générale et de l'Equipement du Ministère de la Justice ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site des marchés publics.



Le Président  
Mademba GUEYE